

# SAUVER LE JOURNALISME INDÉPENDANT

30 ANS DE COMBAT

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION



## SOMMAIRE

P3 /	La petite grande ONG
P4 /	L'appel de RSF au conseil de sécurité de l'ONU
P6 /	Carte de la liberté de la presse 2015
P8 /	Et RSF initia la journée mondiale de la liberté de la presse
P10 /	RSF a défendu ces héros de l'info
P11 /	RSF fait aujourd'hui campagne pour ces journalistes
P13 /	La loi au service de la liberté
P14 /	Dans les angles morts de la démocratie
P15 /	Protéger les lanceurs d'alerte
P16 /	Les (bonnes) résolutions
P18 /	Quand RSF mène campagne
P24 /	À la poursuite de la vérité
P26 /	Le journalisme sous pression en Turquie
P28 /	Au secours des médias en péril
P30 /	Face à l'empire chinois de la censure
P32 /	Soutenir le journalisme en Syrie
P34 /	Mobilisation pour les otages
P36 /	Les opérations de terrain
P38 /	Faire reculer les censeurs du Web

## ÉDITO



### LA PETITE GRANDE ONG

À propos de Gavroche, Victor Hugo parlait d'une « petite grande âme ». On pourrait dire que Reporters sans frontières (RSF) est une « petite grande ONG ». Depuis 30 ans, l'association créée à Montpellier monte avec pétulance sur les barricades, brandit avec courage l'étendard de la liberté, clame les vertus du journalisme et plus encore, en soutient les héros, dispense moyens de sécurité et subsides pour la résistance, fait pression dans les palais où se préparent les lois.

À 30 ans, RSF devient une « petite très grande ONG ». Dotée d'un statut consultatif aux Nations unies, à l'Unesco, au Conseil de l'Europe, à la Francophonie, elle parle chaque jour anglais, français, espagnol, arabe, farsi, et très souvent russe ou chinois. L'organisation basée à Paris, qui dispose de correspondants dans 130 pays, de huit sections autonomes et de bureaux dans 12 villes dans le monde, en comptera bientôt deux de plus, à Hong Kong et Sao Paulo.

Dans la « nouvelle ère de la propagande » où nous entrons, le monde a besoin de Reporters sans frontières. Totalitaire, violent ou discrets, le contrôle de l'information prend des formes inédites auxquelles les citoyens libres doivent s'opposer de toutes leurs forces. Nous pouvons et nous pourrons livrer cette bataille grâce à tous ceux qui ont fait et font RSF, en temps de guerre comme de paix, sous toutes les latitudes.

Anciens et actuels administrateurs, correspondants, salariés, bénévoles, soutiens, nous ne vous dirons jamais assez merci.

Christophe Deloire



# L'APPEL DE RSF AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU



Blessé à la jambe par un tir de sniper, un correspondant de la chaîne Al-Jazeera court dans les rues d'Alep, en proie à d'intenses combats (août 2012).

©AFP PHOTO / JAMES LAWLER DUGGAN

## « Vous devez saisir la Cour pénale internationale sur les crimes de guerre contre les journalistes en Syrie et en Irak »

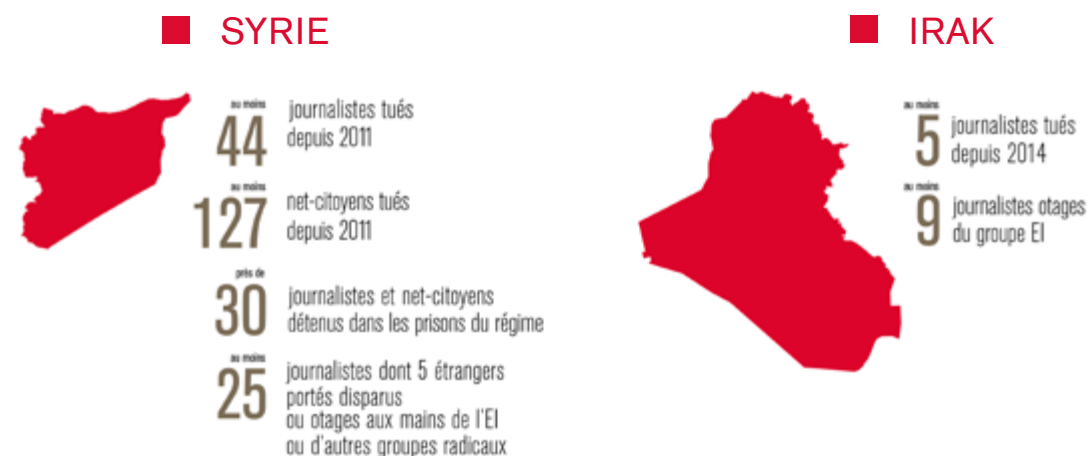
À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, Reporters sans frontières (RSF) lance un appel solennel au Conseil de sécurité de l'ONU afin qu'il saisisse la Cour pénale internationale (CPI) au sujet de la situation des journalistes en Syrie et en Irak. Le 15 avril 2015, le secrétaire général de l'organisation, Christophe Deloire, a adressé un courrier à la présidence du Conseil de sécurité, assurée à partir de mai 2015 par la Lituanie, dans lequel il demande au Conseil d'exercer les prérogatives qui lui sont dévolues par les statuts de la Cour en agissant sur le fondement du chapitre VII de la Charte des Nations unies.

« Afin d'élucider les actes terribles commis à l'encontre des journalistes dans cette zone en conflit, et de dissuader les belligérants d'en commettre de nouveaux, il est urgent que le Conseil défère au procureur la situation en Syrie et en Irak, dans laquelle des crimes de guerre ont été commis à l'encontre des journalistes », est-il écrit.

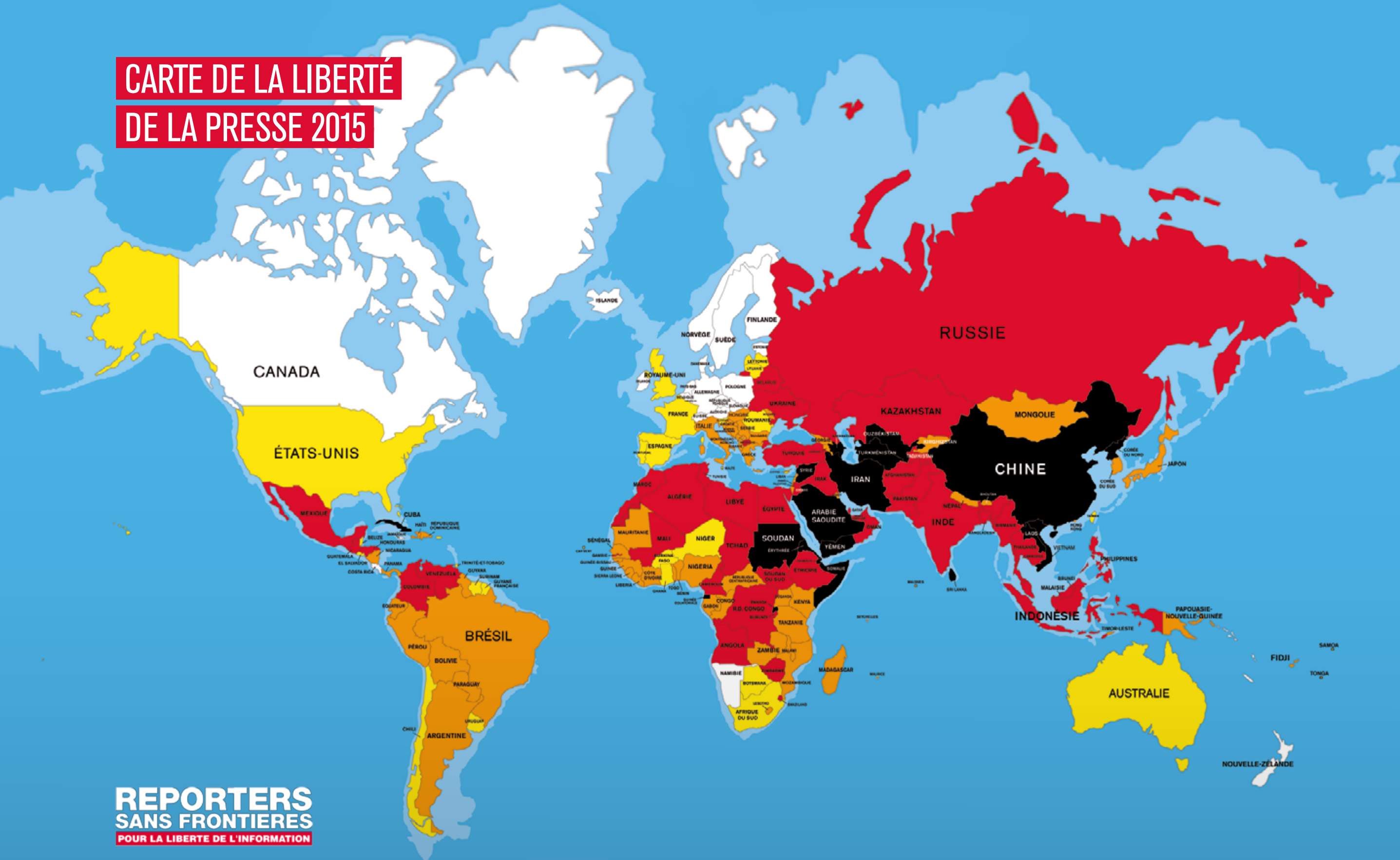
La lettre relève que, selon le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur la Syrie au Conseil des droits de l'homme du 5 février 2015, les journalistes ont été les victimes de « disparitions forcées, de détentions, de tortures et de meurtres » commis par le groupe EI. Il est fait état des attaques délibérées des groupes EI et Jahbat Al-Nosra et des exactions perpétrées contre les journalistes par les forces gouvernementales syriennes.

La résolution 1738, adoptée en 2006 par le Conseil de sécurité, condamnait « les attaques délibérément perpétrées contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé visés en tant que tels en période de conflit armé », et demandait « à toutes les parties de mettre fin à ces pratiques ». Reporters sans frontières relève qu'en 2013 et 2014, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté deux résolutions sur la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité des crimes commis contre ces derniers. Au cours de l'année 2012 a également été adopté, sous l'égide de l'Unesco, un plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

« La plupart des États membres du Conseil de sécurité, qui par la voix de leurs représentants ont affirmé à de nombreuses reprises vouloir défendre la sécurité des journalistes, doivent faire preuve de cohérence et initier un processus concret visant à faire comparaître les auteurs de crimes contre les journalistes devant la justice, déclare Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. Si tel n'était pas le cas, ils feraient alors la preuve manifeste de leur hypocrisie. »



# CARTE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2015



**REPORTERS  
SANS FRONTIERES**  
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION



# ET RSF INITIA LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Reporters sans frontières n'avait que six ans. Le 20 avril 1991, la jeune association créée à Montpellier, dans le sud de la France, organisait la première Journée internationale de la liberté de la presse. Aussitôt, de nombreux médias s'y associèrent. À l'époque, le rapport sur le bilan des exactions recensait 40 journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leurs opinions au cours de l'année précédente. Et soulignait que 1,5 milliard d'hommes et de femmes, sur 5,3 milliards, vivaient sous des régimes de censure de l'information.

Quelques jours plus tard, le 3 mai, à 8 000 kilomètres à vol d'oiseau, en Namibie, un séminaire de l'Unesco sur le développement d'une presse africaine indépendante se concluait par la « Déclaration de Windhoek sur la promotion de médias indépendants et pluralistes », qui appelait entre autres à la création d'une journée mondiale spécifique. L'équipe de l'Unesco à Paris et celle de RSF proposèrent alors d'un commun accord que le 3 mai soit décrété Journée mondiale de la liberté de la presse. L'Assemblée générale des Nations unies entérinerait l'idée en décembre 1993.

Depuis, le 3 mai est l'occasion de célébrer dans le monde entier les principes fondamentaux de la liberté de la presse, de rappeler les gouvernements au respect de la liberté d'expression, de défendre l'indépendance de tous les médias et de saluer la mémoire des journalistes tués en accomplissant leur mission d'informer.



Novembre 2010. À l'occasion de la visite en France du président de la République populaire de Chine Hu Jintao, RSF manifeste son soutien au prix Nobel de la paix et intellectuel chinois Liu Xiaobo par un lâcher de colombe place Stravinski, dans le centre de Paris. ©AFP PHOTO FRED DUFOUR

---

«La Journée mondiale de la liberté de la presse souligne l'importance de médias indépendants, libres et pluralistes pour protéger et promouvoir ces droits (...) Ce n'est que lorsque les journalistes sont libres de surveiller, d'enquêter et de critiquer les politiques et les actions qu'une bonne gouvernance peut exister», soulignaient le 3 mai 2014 Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, et Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, dans une déclaration conjointe.

---



# RSF A DÉFENDU CES HÉROS DE L'INFO

## ■ BIRMANIE



Hla Hla Win

En 2007, année de la terrible répression par la junte militaire de la « révolution de safran », RSF décerne à *Democratic Voice of Burma* son 16<sup>e</sup> Prix de la liberté de la presse pour saluer le combat de la chaîne de radiotélévision contre la censure. Le 3 mai 2011, alors que 17 vidéojournalistes (VJ) de DVB purgent de lourdes peines d'emprisonnement, RSF relaie et soutient financièrement la campagne « Free Burma VJ » de DVB. L'organisation attire notamment l'attention de la communauté internationale sur la jeune journaliste **Hla Hla Win**, condamnée à 27 ans de prison pour avoir interviewé des moines bouddhistes. La section suisse de RSF se mobilise autour d'événements dans plusieurs villes suisses. Des fonds sont levés, une pétition circule et est transmise aux autorités birmanes. Lors de l'amnistie de prisonniers politiques de janvier 2012, tous les collaborateurs de DVB sont libérés.

## ■ MEXIQUE



Jesús Lemus Barajas

Alors qu'il enquête sur les cartels de la drogue dans l'État de Guanajuato, le journaliste **Jesús Lemus Barajas** disparaît en mai 2008. Inquiète, sa rédaction contacte RSF. Notre correspondante sur place s'informe et localise le directeur et fondateur du journal *El Tiempo de La Piedad* dans une prison où il est détenu pour « narcotrafic », malgré l'absence totale de preuves. Incarcéré jusqu'en 2011, le journaliste est menacé de mort et torturé, sa famille intimidée et ses avocats assassinés. Durant cette période, RSF dénonce sa détention à maintes reprises, fait pression sur les autorités fédérales et appuie ses proches dans leurs démarches juridiques et de plaidoyer auprès des instances nationales et régionales.

## ■ BURUNDI



Hassan Ruvakuli

Fin 2011, **Hassan Ruvakuli**, correspondant en swahili de RFI, est arrêté pour « terrorisme », accusé de complicité avec un mouvement rebelle. RSF et RFI dépêchent une équipe à Bujumbura pour demander sa libération et assister à son procès. RSF fournit également une assistance juridique à ses avocats. Le journaliste est pourtant condamné, en juin 2012, à la perpétuité. Passant à la vitesse supérieure, RSF publie en un an 16 communiqués et une pétition et organise des rencontres avec des acteurs politiques clefs à Bujumbura, Bruxelles et Paris. Elle retourne également sur place et soutient les marches organisées par les médias burundais en faveur du journaliste. En 2013, alors que l'organisation s'apprête à lancer une campagne lors de la venue à Paris du président Nkurunziza, le journaliste est libéré.

# RSF FAIT AUJOURD'HUI CAMPAGNE POUR CES JOURNALISTES

## ■ RAÏF BADAWI



Raïf Badawi

Condamné en septembre 2014 par la Cour d'appel de Riyad à 10 ans de prison et 1000 coups de fouet, **Raïf Badawi**, lauréat du prix RSF 2014, risque d'être à nouveau jugé par la Cour suprême d'Arabie saoudite, cette fois pour apostasie, crime passible de la peine de mort. Âgé de 31 ans, ce jeune blogueur a été condamné pour « insulte à l'islam », et pour propagation d'idées libérales dans le Liberal Saudi Network, un réseau de discussions en ligne qu'il avait créé. En plus des rassemblements organisés devant l'ambassade saoudienne en France et en Allemagne et d'une pétition qui a récolté plus de 45 500 signatures, RSF a rédigé un appel au roi défunt d'Arabie saoudite pour demander la grâce du blogueur et interpellé des dirigeants tels que François Hollande, Barack Obama, Angela Merkel, Mariano Rajoy et l'ancien roi d'Espagne Juan Carlos. En attendant, Raïf Badawi a enduré sa première séance de flagellation en public le 9 janvier 2015 les suivantes ont été reportées pour des questions de santé.

## ■ GAO YU



Gao Yu  
©AFP PHOTO/  
ESDRAS NDIKUMANA

Journaliste reconnue et récompensée par plusieurs prix internationaux dont le prix Guillermo Cano de l'Unesco en 1997, **Gao Yu** est détenue depuis le 24 avril 2014, accusée d'avoir envoyé à un média étranger une note interne du Parti communiste chinois, considérée comme « secrète » alors qu'elle avait déjà été publiée sur la Toile. Peu après son arrestation, ses « aveux » sont filmés et diffusés sur la chaîne étatique China Central Television. Des aveux qu'elle réfute lors de son procès, le 21 novembre dernier, révélant avoir cédé sous le poids des menaces contre sa famille.

Le 17 avril 2015, un tribunal de Pékin la condamne à une peine de sept ans d'emprisonnement pour « divulgation de secrets d'État ». En 1993, elle avait déjà été condamnée à six ans de prison pour le même chef d'inculpation.



# LA LOI AU SERVICE DE LA LIBERTÉ

## ■ REYOT ALEMU



Reyot Alemu

C'est en prison, où elle purge depuis juin 2011 une peine de quatorze ans, par la suite réduite à cinq ans, pour « participation à la promotion et à la communication d'un acte terroriste », que **Reyot Alemu**, spécialiste de politique et d'économie et éditorialiste à l'hebdomadaire national *Fitih*, a appris qu'elle avait reçu le Prix mondial de la liberté de la presse de l'Unesco 2013. Un collègue se souvient l'avoir vue sortir fièrement du palais de justice d'Addis Abeba, les bras chargés de ses articles comme autant de preuves de la légitimité de son travail.

## ■ MAZEN DARWISH



Mazen Darwish

Héros de l'information et lauréat du prix RSF 2012, **Mazen Darwish** est emprisonné depuis trois ans dans l'attente de son procès, déjà reporté à huit reprises. Ce journaliste et activiste, fondateur du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, a été arrêté, au motif de « publication d'informations sur des actes terroristes », avec ses collègues Hussein Ghareer et Hai Al-Zitani, le 16 février 2012, lors d'un raid des forces de sécurité dans les locaux du Centre à Damas. Quelques semaines après l'adoption de la résolution 2139 du Conseil de sécurité des Nations unies du 22 février 2014 exigeant la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement en Syrie, RSF s'était mobilisée avec plus de soixante organisations de défense des droits humains pour dénoncer les reports consécutifs du procès par le président du tribunal antiterroriste de Damas. RSF suit l'affaire de près, étant en contact avec la compagne de Mazen Darwish, très active au sein du Centre. Mazen Darwish est parrainé depuis 2012 par la section espagnole de RSF. Trois journalistes espagnols de renom s'attachent ainsi à couvrir régulièrement les dernières nouvelles le concernant, pour maintenir la mobilisation et lutter contre l'oubli.

## ■ LA LOI SUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DE 1881, MODÈLE ET MENACE

À la fin des années 1990, certains pays d'Afrique francophone s'inspirent de la loi française sur la liberté de la presse de 1881 pour modifier leur droit national. Mais cette loi qui leur sert de modèle sanctionne de nombreux délits par des peines de prison. Les magistrats français, qui jugent ces peines obsolètes ou excessives, ne les appliquent généralement pas, mais leurs homologues africains font une lecture plus stricte du texte et n'hésitent pas à condamner lourdement les journalistes.

Pour mettre fin à ces dérives, RSF se met en campagne en 2000 pour obtenir la suppression des peines de prison de la loi française. L'organisation plaide sa cause auprès des parlementaires et d'Elisabeth Guigou, alors ministre de la Justice et en plein processus de refonte de la procédure pénale. La réforme passe et, avec elle, nombre de peines de prison sont supprimées de la loi de 1881.

Ce travail porte ses fruits. RSF participe ainsi à l'élaboration d'une nouvelle loi sur la presse adoptée en 2001 en République du Congo. Le nouveau dispositif supprime les peines de prison pour les délits tels que la diffamation ou l'injure, et si l'incarcération est toujours prévue pour d'autres délits, RSF a rempli son objectif : utiliser la loi française pour faire évoluer dans le bon sens des législations qui se calquent sur elle. Une méthode compromise aujourd'hui, car le gouvernement français est en train de détricoter la loi de 1881...

## ■ TUNISIE

La chute du régime de Ben Ali a permis l'élaboration en Tunisie d'un cadre légal sur la liberté de l'information parmi les plus progressistes du monde arabe. Lors de sa rencontre avec le président de la République, Moncef Marzouki, Christophe Deloire, secrétaire général de RSF, a plaidé pour l'application des textes régissant la presse et les médias audiovisuels, entrés en vigueur à la fin 2012. En décembre 2013, plusieurs organisations, dont RSF, ont appelé les députés tunisiens à faire de leur Constitution un modèle de protection de la liberté d'expression dans la région. Si l'adoption de l'article 6, qui introduit l'interdiction de « l'atteinte au sacré », et de l'article 20, qui affirme que la Constitution prévaut sur les engagements internationaux, suscite de l'inquiétude, le vote des articles 31 et 32, consacrant la liberté d'expression et d'information et le droit d'accès à l'information, reste encore aujourd'hui une avancée historique.



# DANS LES ANGLES MORTS DE LA DÉMOCRATIE

## ■ SECRET DES SOURCES : L'ACHARNEMENT JUDICIAIRE CONTRE JAMES RISEN



James Risen  
© AFP PHOTO/  
BRENDAN  
SMIALOWSKI

Le journaliste d'investigation du *New York Times* **James Risen** se trouve dès 2008 dans le collimateur de la justice US, qui le somme de révéler ses sources dans l'affaire Jeffrey Sterling, un ancien employé de la CIA poursuivi pour violation de l'*Espionage Act*. Par des communiqués et des mobilisations, RSF dénonce un véritable acharnement judiciaire et lance en 2014, avec d'autres organisations, une pétition qui récolte plus de 130 000 signatures. S'entretenant régulièrement avec le journaliste et son avocat, l'organisation joue un rôle crucial pour installer le sujet dans le débat public.

Le journaliste est même l'invité d'honneur à la conférence de presse organisée en février 2014 au National Press Club, à l'occasion de la publication du Classement mondial de la liberté de la presse. Finalement, en décembre 2014, le Département de la Justice déclare que les procureurs n'ont pas à forcer James Risen à révéler l'identité de ses informateurs. Ce bras de fer judiciaire illustre les lacunes législatives quant à la protection des sources des journalistes aux États-Unis. RSF demande depuis des années une loi « bouclier » au niveau fédéral.

## ■ MINORU TANAKA CONTRE LE « VILLAGE NUCLÉAIRE »



Minoru Tanaka  
© NATHALIE-  
KYOKO STUCKY

Le 16 décembre 2011, l'hebdomadaire *Shukan Kinyobi* publie une enquête du journaliste indépendant **Minoru Tanaka** sur les agissements opaques de Shiro Shirakawa, un entrepreneur de l'industrie nucléaire japonaise, qualifiée péjorativement de « village » en raison de la connivence qui y règne entre le public et le privé. En représailles, et pour décourager d'autres investigations, ce dernier attaque Minoru Tanaka en diffamation en mai 2012 et demande des dommages et intérêts exorbitants.

RSF dénonce l'affaire, interpelle directement les autorités japonaises et joue sur « l'effet Streisand » (empêcher la divulgation d'informations est le plus sûr moyen de les répandre) en publiant en ligne une traduction de l'article injustement incriminé. M. Shirakawa retire sa plainte en août 2013.

# PROTÉGER LES LANCEURS D'ALERTE

Novembre 2010, deux semaines après la publication de 400 000 documents confidentiels de l'armée américaine portant sur ses actions en Irak, Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, demande la parole lors d'une réunion entre des organisations non gouvernementales et le State Department américain.

© AFP PHOTO / FABRICE COFFRINI



« Whistle for Whistleblowers », Reporter ohne Grenzen met en vente des sifflets à l'effigie de trois lanceurs d'alerte, Edward Snowden, Chelsea Manning et Katharine Gun.



En exposant des informations sensibles ou secrètes au grand public, **Edward Snowden** et **Julian Assange** ont mis les gouvernants face à leurs responsabilités et ont subi en retour d'impitoyables représailles. Snowden est contraint à un exil forcé en Russie ; Julian Assange vit reclus dans l'ambassade d'Équateur au Royaume-Uni depuis juillet 2012.

Même si le débat est parfois vif, RSF décide de soutenir la démarche de WikiLeaks, l'association de Julian Assange. Alors que son site est bloqué, RSF déploie des sites miroirs qui rendent à nouveau accessibles ses contenus. Lorsque Visa, Mastercard et Paypal empêchent les virements vers WikiLeaks, RSF relaie des systèmes de donation alternatifs. Concernant Edward Snowden, le secrétaire général de RSF cosigne à l'été 2014 une tribune avec Julian Assange à qui il rend régulièrement visite à Londres, pour appeler les pays européens à lui accorder l'asile. La section allemande de RSF, Reporter ohne Grenzen, lance une campagne internationale, « Whistle for Whistleblowers », et sa section suisse organise un débat sur la défense des lanceurs d'alerte en marge du Festival international du film et des droits humains. Peu après la condamnation de Chelsea Manning à 35 ans de prison pour avoir transmis à WikiLeaks des documents confidentiels sur l'armée américaine, RSF demande au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en septembre 2013, d'adopter une résolution sur la protection des lanceurs d'alerte.



# LES (BONNES) RÉOLUTIONS

Siège des Nations unies  
à New York  
© AFP PHOTO / JAMES  
LAWLER DUGGAN

## ■ RSF EN PREMIÈRE LIGNE POUR AMÉLIORER LA PROTECTION JURIDIQUE DES JOURNALISTES

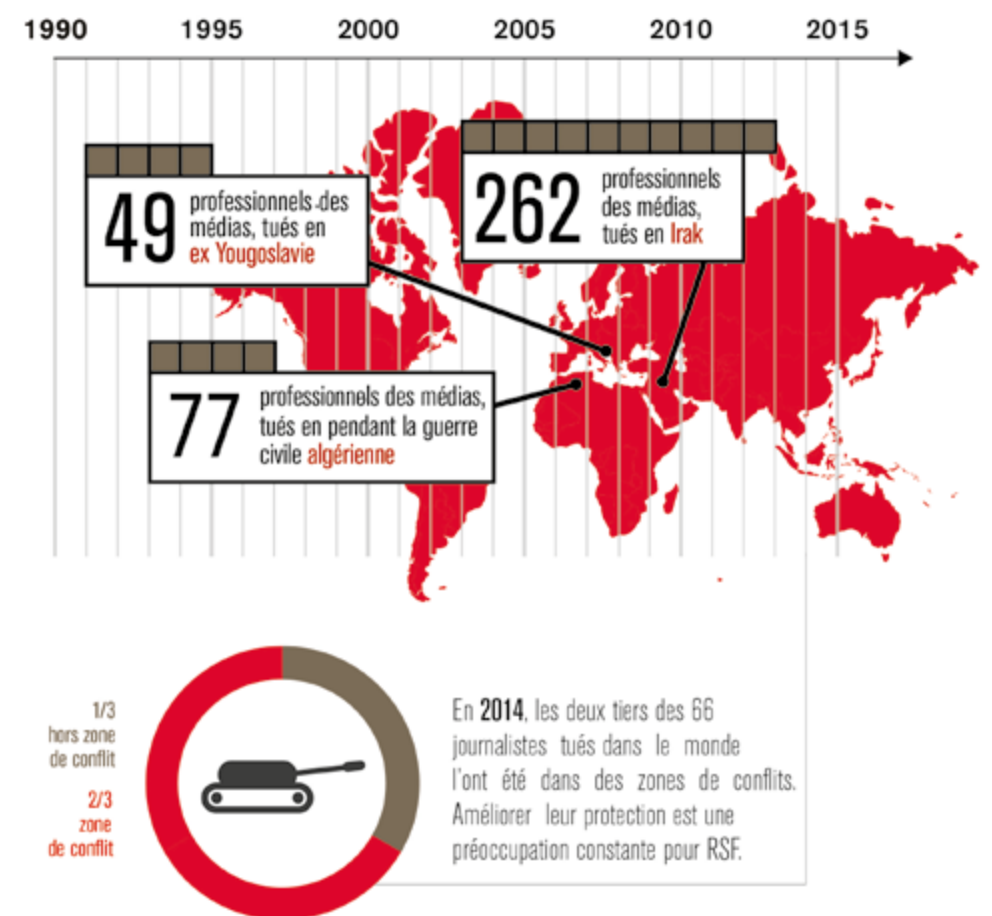
23 avril 1999, pendant le conflit du Kosovo, le bombardement difficilement justifiable de la radiotélévision d'État serbe par l'Otan à Belgrade fait 16 morts et autant de blessés. Craignant un dangereux précédent, RSF se saisit de la question du rôle et du statut des médias et des journalistes en temps de guerre. En 2003, en pleine guerre en Irak, RSF organise un atelier de réflexion sur les médias de propagande et le droit international humanitaire (DIH) et rédige une *Déclaration sur la sécurité des journalistes et des médias en situation de conflit armé*.

Pour rendre cette réflexion juridiquement contraignante, RSF se tourne vers la France et obtient la création d'une mission d'information parlementaire qui propose, en mars 2006, une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU). Celui-ci adopte à l'unanimité, le 23 décembre 2006, un texte rédigé sur la base

d'une proposition de RSF. La résolution 1738 réaffirme les règles fondamentales du droit international humanitaire assurant la protection des journalistes et des médias lors de conflits.

RSF collabore activement avec différents représentants et structures des Nations unies (secrétaire général, CSNU, rapporteurs spéciaux, Conseil des droits de l'homme, Unesco) et leur transmet des informations sur les crimes commis contre les journalistes, le respect ou le non respect par les États de leurs obligations, et les progrès ou reculs en matière de sécurité.

Force de proposition, RSF a milité avec succès pour l'instauration d'une journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes (résolution 68/163 de l'Assemblée Générale des Nations unies), la reconnaissance du rôle essentiel des journalistes et de leur vulnérabilité dans la couverture de manifestations pacifiques (résolution 25/38 du Conseil des droits de l'homme de mars 2014) ou encore les risques liés à la surveillance illégale ou arbitraire des journalistes (résolution 27/5 du Conseil des droits de l'homme de septembre 2014). Pour garantir l'effectivité des textes existants et les renforcer, RSF demande notamment la mise en place d'un représentant spécial du secrétaire général à la sécurité des journalistes et l'extension des obligations des États à la protection des journalistes non professionnels et aux situations de troubles, tensions internes et temps de paix.





# QUAND RSF MÈNE CAMPAGNE

7 octobre. Anniversaire de l'assassinat d'Anna Politkovskaïa.



LE JOURNALISME INDÉPENDANT,  
SEULE DISCIPLINE INTERDITE À SOTCHI

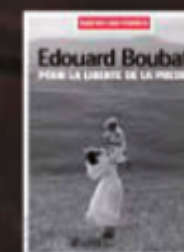
**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

## N'ATTENDEZ PAS QU'ON VOUS PRIVE DE L'INFORMATION POUR LA DÉFENDRE.




PLUS DE 500 JOURNALISTES ONT ÉTÉ TUÉS DANS LE MONDE EN 10 ANS.  
DÉFENDEZ LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN ACHETANT L'ALBUM PHOTO D'ÉDOUARD BOUBAT, 6 €

Merci à Christine Ockrent



www.rsf.org



An aerial photograph of terraced rice fields in Vietnam. The terraces are carved into the hillsides, creating a series of green, wavy steps. Some terraces are filled with water, reflecting the sky. A few small, traditional wooden houses are scattered among the fields. The overall scene is lush and green, with some areas of reddish-brown soil visible on the right side.

FUCK HUMAN RIGHTS. BOOK A VACATION IN VIETNAM.\*

[WWW.CENSORSHIP-PARADISE.COM](http://WWW.CENSORSHIP-PARADISE.COM)

\* MERDE AUX DROITS DE L'HOMME. PARTEZ EN VACANCES AU VIETNAM.

Lorsque vous pensez au Vietnam, vous rêvez de vacances. Mais derrière les sublimes paysages se cache un régime autoritaire qui viole la liberté d'expression. Les journalistes et les blogueurs risquent 20 ans de prison pour vous informer. Le Vietnam a chuté à la 165<sup>e</sup> position du classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières. Ne tournez pas le dos à la censure. Découvrez l'envers du décor de vos prochaines vacances sur [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

**REPORTERS  
SANS FRONTIERES**  
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE



Cet homme n'est pas un joueur de rugby.  
C'est un journaliste érythréen.



L'Érythrée est la deuxième plus grande prison du monde pour les journalistes, après la Chine. Des dizaines d'entre eux sont torturés et croupissent dans les geôles du pays. À l'occasion des 10 ans de la suspension de la presse privée et des grandes rafles de journalistes, la communauté internationale doit réagir.

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La liberté de la presse est notre combat. Soutenez Reporters sans frontières.





## À LA POURSUITE DE LA VÉRITÉ



Georgiy Gongadze - © AFP PHOTO /FILES/DIMA GAVRISH

### ■ GONGADZE, LE COMBAT CONTINUE

Deux mois après la disparition du célèbre journaliste indépendant Georgiy Gongadze, son corps décapité est retrouvé dans un bois le 3 novembre 2000. Au terme d'une mission d'enquête en Ukraine, RSF établit que l'assassinat est lié aux activités professionnelles du journaliste et met en lumière les manquements de l'enquête, qui vise à protéger l'exécutif plus qu'à faire surgir la vérité.

L'organisation va dès lors se battre sans relâche pour reprendre le dossier et mobiliser la communauté internationale. Représentant légal de la mère du journaliste, RSF fait réexaminer toutes les pièces du dossier par des laboratoires indépendants. En 2002 et 2003, le réseau Damoclès, RSF et son organisation partenaire IMI aident la veuve du journaliste, Myroslava Gongadze, à saisir la Cour européenne des droits de l'homme.

En novembre 2005, la CEDH condamne l'Ukraine à payer 100 000 € de dommages et intérêts pour n'avoir pas assuré la protection de Georgiy Gongadze et avoir mené une enquête incorrecte.

Quinze ans plus tard, RSF continue de se battre pour la justice : si les exécutants ont été condamnés, les commanditaires de l'assassinat restent impunis.

### ■ ZONGO-KIEFFER, NON À L'IMPUNITÉ



Guy-André Kieffer, journaliste franco-canadien disparu depuis 11 ans.

Le corps calciné et criblé de balles de Norbert Zongo est retrouvé dans une voiture sur une route du Burkina Faso en décembre 1998. En avril 2004, Guy André Kieffer disparaît à jamais sur un parking d'Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire. Ces deux journalistes avaient en commun de mener des enquêtes qui dérangent au plus haut niveau de l'État : meurtre impliquant le frère du président Compaoré pour l'un, corruption dans la filière cacao pour l'autre.

Dans ces deux affaires, RSF se mobilise pour que justice soit rendue. Au Burkina Faso, l'organisation participe dès les premières heures à une commission d'enquête indépendante, publie près de 30 communiqués dénonçant les travers de l'affaire et interpelle les dirigeants burkinabés. La chute du régime Compaoré en novembre 2014 et la réouverture demandée du dossier offrent enfin une lueur d'espoir.

« Dans l'affaire Kieffer, RSF se porte partie civile et multiplie, aux côtés de la famille du journaliste, manifestations, missions, campagnes et lettres ouvertes aux dirigeants français et ivoiriens. En mai 2014 à Abidjan, elle obtient du président Ouattara la promesse que le dossier sera reconsidéré. En novembre 2014, le juge d'instruction français saisi de l'affaire à la fin du mandat du juge Patrick Ramaël fait droit aux demandes d'actes formées par les parties civiles et introduit des commissions rogatoires internationales »



Manifestation contre l'impunité dans l'affaire Norbert Zongo le 13 décembre 2008 à Ouagadougou, Burkina Faso.

© AFP PHOTO / STRINGER



# LE JOURNALISME SOUS PRESSION EN TURQUIE

## ■ RSF FACE AUX FOUDRES DU RÉGIME MILITAIRE

C'est le 3 mai 2002 que RSF s'attaque pour la première fois aux « Prédateurs de la liberté de la presse », en affichant leurs 38 portraits sur une mappemonde à la gare Saint-Lazare. Parmi les dirigeants pointés du doigt figure le chef de l'état-major des armées turques, Hüseyn Kivrikoglu.

À cette époque, en effet, les journalistes turcs ont affaire à des tribunaux militaires et l'état d'urgence (OHAL) imposé au Kurdistan interdit la circulation de publications critiques. L'armée enterre les enquêtes sur les assassinats de journalistes et nomme directement certains membres du Haut conseil de l'audiovisuel.

À Paris, des groupuscules nationalistes turcs vandalisent la mappemonde. À Ankara, les protestations sont vives : convocation de l'ambassadeur français, menaces d'annulation de contrats militaires... Le représentant de l'organisation en Turquie, Erol Önderoglu, est lui soumis à des pressions inédites : interrogatoire par la police, menaces téléphoniques, etc. Le général Kivrikoglu attaque RSF en justice à Paris, mais c'est finalement lui qui est condamné. Le secrétaire général de l'organisation sera privé de visa pendant des années. Mais au final, l'opération aura finalement eu un retentissement mondial et sera parvenue au-delà de toute attente à mettre un coup de projecteur sur la situation des médias en Turquie.

## ■ PROCÈS DE JOURNALISTES : DES CENTAINES D'AUDIENCES SUIVIES

En vingt ans, le représentant de RSF en Turquie aura assisté à des centaines d'audiences dans des procès de journalistes. Des islamistes aux laïcs, certaines cibles ont changé du tout au tout, mais la presse kurde et socialiste a quant à elle toujours été réprimée. Impossible d'oublier **Isik Yurtcu** et de **Bülent Balta**, emprisonnés pour avoir accepté le poste de rédacteur en chef d'**Özgür Gündem**, quotidien centré sur la cause kurde. Les procès successifs du journaliste d'origine arménienne Hrant Dink ont également été le prétexte d'un lynchage psychologique, annonçant l'assassinat de cette figure de la réconciliation. On peut citer aussi les caricaturistes **Ertan Aydın** et **Dogan Güzel** ou les journalistes **Ertugrul Kürkçü**, **Nadire Mater** et **Ali Bayramoglu**, tous persécutés pour leur critique du régime militaire et policier. Ces dernières années, le marteau judiciaire



Le chef d'État-major des armées turques, Hüseyn Kivrikoglu, est l'un des 38 « prédateurs de la liberté de la presse » dont le portrait est a été disposé par RSF sur un planisphère géant, sur le sol de la gare Saint-Lazare, en mai 2002. © AFP PHOTO JOËL SAGET

s'est abattu de manière massive sur les journalistes kurdes (**KCK Presse**) et laïcs (**Odatv**) ainsi que sur de journalistes d'investigation comme **Ahmet Sik** et **Nedim Sener**. Hélas, une amnésie sélective atteint à la fois les journalistes islamistes, anciennes victimes de la répression militaire, aujourd'hui peu soucieux de la liberté des médias, et leurs confrères laïcs qui dénoncent une « répression inédite » en oubliant un peu vite les exactions des années 1980 et 1990.

## ■ LA DÉRIVE AUTORITAIRE D'ERDOGAN

Jadis moteur des négociations avec l'Union européenne, Recep Tayyip Erdogan a fini par devenir le principal obstacle à la démocratisation de son pays. Au fur et à mesure que son pouvoir se consolide, la répression ne fait que s'accroître. Gare à ceux qui osent mettre en cause cette transition vers l'autoritarisme et le renforcement sécuritaire de l'État, au détriment des libertés fondamentales : le président insulte à longueur de journée les journalistes, patrons de presse critiques, correspondants étrangers et intellectuels. Et en moins de six mois, une centaine d'activistes d'opposition, de citoyens ordinaires, de journalistes comme **Can Dündar** ou de caricaturistes comme **Musa Kart**, ont fait l'objet de poursuites judiciaires pour « insulte » envers Erdogan.

Le 20 décembre 2014, c'est au tour de RSF d'être verbalement attaquée par le nouveau président. Dans son Bilan 2014, l'organisation indiquait que la Turquie était le troisième pays comptant le plus de journalistes agressés au cours de l'année. Une réalité que Recep Tayyip Erdogan balaye d'un revers de main, se disant victime d'une « campagne » malveillante et multipliant les accusations mensongères contre RSF. Une organisation qu'il a déjà accusée de n'avoir « vraiment aucune frontière [morale] ».



# AU SECOURS DES MÉDIAS EN PÉRIL

## ■ OSLOBODENJE, JOURNAL RÉSISTANT



© AFP PHOTO / ELVIS BARUKCIC

Fondé en 1943 pour dénoncer l'occupation nazie, le quotidien bosnien *Oslobodjenje* (« Libération ») s'est imposé comme le symbole de la résistance pendant le siège de Sarajevo. Un bombardement détruit son siège en juillet 1992, tuant cinq employés et en blessant vingt-cinq. RSF se mobilise, fournit à la rédaction du papier, un émetteur radio, des gilets pare-balles et même un camion blindé. Elle invite aussi des envoyés spéciaux du monde entier à visiter les locaux dévastés du journal pour lui donner une visibilité internationale. À deux reprises, 20 millions de facsimile d'Oslobodjenje paraissent dans des quotidiens étrangers acquis à sa cause. Grâce à ce soutien, la rédaction, réfugiée au sous-sol de son immeuble, parviendra à publier chaque jour 300 exemplaires d'une page d'information s'opposant à l'épuration ethnique voulue par Belgrade, que ses journalistes collent sur les murs de la ville assiégée.

## ■ HAÏTI



Formation au Centre opérationnel des médias - © CENTRE OPERATIONNEL DES MEDIAS

Quelques jours après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010, RSF monte de toutes pièces, avec le concours du groupe de presse canadien Québecor, un centre opérationnel des médias à Port-au-Prince, ouvert jusqu'à fin 2011. Doté d'une capacité de 20 postes de travail, ce centre, lieu d'échanges et de formation, met à la disposition des journalistes sinistrés le matériel nécessaire pour continuer d'exercer leur métier. Un mois plus tard, la moitié des radios, média le plus suivi en Haïti, recommencent à émettre depuis la capitale. Cinq ans après, les médias sont parvenus à retrouver un fonctionnement normal.



Biniam Simon, co-fondateur et directeur de Radio Erena.

## ■ RADIO ERENA

En 2006, Biniam Simon, présentateur vedette de *Eri TV*, la chaîne nationale érythréenne, profite d'un voyage au Japon pour échapper à la monstrueuse dictature qui sévit dans son pays, dernier au Classement de RSF. Aidé par l'ONG, il trouve refuge en France en 2007. Désireux de poursuivre sa mission d'information auprès de la population érythréenne totalement coupée du monde, Biniam imagine une radio en tigrinya qui diffuserait depuis Paris par satellite et sur Internet. RSF lui apporte son aide, trouve des financements et des locaux.

En 2009, Radio Erena commence à diffuser. Un an plus tard, Amanuel Ghirmay rejoint l'équipe. Ce dernier se souvient avec émotion du jour où, assis sous une bâche dans un camp de réfugiés en Ethiopie, il a reçu l'appel d'une jeune femme lui disant qu'à Paris, une équipe s'échinait à le faire venir en France pour lui permettre de continuer son travail de journaliste... Chaque jour, *Radio Erena* accompagne le quotidien des Érythréens, des faubourgs d'Asmara à la jungle de Calais ou au désert du Sinaï, en essayant de leur fournir une lecture libre et indépendante de l'actualité.



# FACE À L'EMPIRE CHINOIS DE LA CENSURE

Depuis qu'elle milite pour la liberté de l'information en Chine, RSF a enregistré la multiplication par dix du nombre de médias traditionnels et l'émergence de la plus grande communauté de net-citoyens au monde (plus de 600 millions d'internautes en 2014). Mais une réalité demeure : la volonté inflexible du Parti communiste chinois de censurer massivement l'information, de contrôler étroitement la presse et les acteurs de l'information et de punir sévèrement ceux qui ne se plient pas à la ligne officielle de la propagande.

Pour repousser les assauts de la censure chinoise, RSF a mené une gigantesque campagne internationale de plaidoyer durant la période précédant les Jeux olympiques de Pékin en 2008. Commencée trois ans plus tôt et ciblant à la fois les autorités chinoises, le Comité olympique, les Nations unies et de nombreux pays sur le parcours de la flamme olympique, la campagne a fait connaître au monde entier la situation des dizaines de journalistes et cyberdissidents détenus dans la plus grande prison du monde. Chaque visite de



Quelques mois avant les JO de Pékin, la campagne de RSF montrant des menottes à la place des anneaux olympiques est déployée à New York (Time Square).



Avril 2014 : RSF fait circuler dans Paris un convoi avec des affiches montrant Xi Jinping, « prédateur de la liberté de la presse », en visite en France, faisant un bras d'honneur.  
© AFP PHOTO / JACQUES DEMARTHON

présidents chinois en France, Hu Jintao en 2010 ou Xi Jinping en 2014, a été pour RSF l'occasion d'interpeller le dirigeant sur sa politique répressive par le biais d'opérations coup de poing dans les rues de Paris.

Aujourd'hui, alors que la journaliste Gao Yu, le prix Nobel de la paix Liu Xiaobo et le blogueur Ilham Tohti croupissent derrière des barreaux, que le Tibet et le Xinjiang restent coupés du monde et Internet étroitement surveillé, le combat semble se déplacer hors des frontières chinoises, à Hong Kong, mais aussi dans les démocraties occidentales, parfois peu enclines à une confrontation avec la puissance économique chinoise.

## ■ SHI TAO



Shi Tao

En 2005, le journaliste Shi Tao écope de 10 ans de prison pour « divulgence illégale de secrets d'État à l'étranger ». Son crime ? Avoir transmis à des médias une note interne de censure sur Tiananmen. RSF rend public le verdict prouvant que Yahoo! Hong Kong a fourni à la justice chinoise des informations détaillées sur son compte email et dénonce la complicité du géant du Web avec Pékin. Pris dans une tempête médiatique, Yahoo! est sommé de s'expliquer auprès du Congrès américain lors d'auditions sur la responsabilité sociale des entreprises. Le portail présente ses excuses et crée un fond de soutien aux cyberdissidents chinois. Et Shi Tao bénéficie d'une libération anticipée en 2013.



## SOUTENIR LE JOURNALISME EN SYRIE

### ■ « C'EST L'ENCRE QUI DOIT COULER, PAS LE SANG »

Le 3 mai 2011, RSF mène une opération coup de poing devant l'ambassade de Syrie, à Paris, pour y dénoncer les violences contre la presse et la détention d'une dizaine de journalistes dans ce pays. Arrivés furtivement dans une camionnette, les militants de l'organisation aspergent le portail de l'ambassade d'une peinture bleue imitant la couleur de l'encre. À côté, un slogan peint d'un rouge vif : « C'est l'encre qui doit couler, pas le sang. »



Opération coup de poing de RSF devant l'ambassade de Syrie, à Paris, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, le 3 mai 2011.  
© AFP PHOTO JOËL SAGET

### ■ POUR QUE L'ENCRE COULE : LE SOUTIEN DE RSF AUX MÉDIAS SYRIENS

Pris en étau entre séides du régime de Damas, groupes armés « d'opposition », membres du front Al-Nosra, de l'EI ou d'autres milices extrémistes, près de 300 journalistes et journalistes-citoyens ont dû se résoudre à fuir les représailles systématiques dont ils font l'objet en Syrie.

Condamnés à l'exil mais refusant d'être réduits au silence, ils s'organisent, depuis la Turquie notamment, en s'appuyant sur leurs confrères restés au pays. Malgré des moyens limités, ils s'efforcent de donner à voir l'ampleur des atrocités commises en Syrie depuis plus de quatre ans et de documenter le quotidien de leurs concitoyens, otages de la violence, qui s'efforcent de vivre et de construire un futur dans le pays.

En 2013 et 2014, RSF s'est engagée aux côtés de huit médias représentatifs de la nouvelle sphère médiatique syrienne et a conduit quatre sessions de formation à Gaziantep, en Turquie, pour leurs journalistes et leurs rédacteurs en chef.

Les premiers ont pu bénéficier d'ateliers d'écriture et de renforcement des capacités éditoriales, les seconds de sessions relatives à la gestion politique et financière d'un média, ainsi qu'au management d'une rédaction. Loin de se limiter aux aspects techniques, les formations abordaient également des questions cruciales telles que celles de l'objectivité et de l'éthique journalistiques. Une séance de sensibilisation à la sécurité des données et des communications en ligne clôturait la formation.

RSF a également alloué un soutien financier de 4 000 € à chacun des médias, afin de leur permettre d'acquérir l'équipement nécessaire à la poursuite de leurs activités. Les responsables des huit titres ont ainsi pu doter leurs équipes d'appareils photos, d'imprimantes ou encore d'ordinateurs et de téléphones portables.



# MOBILISATION POUR LES OTAGES

■ Le premier otage pour lequel RSF a montré ses capacités de mobilisation s'appellait **Brice Fleutiaux**. Enlevé en Tchétchénie le 1<sup>er</sup> octobre 1999, ce photographe indépendant français n'était pas le premier à subir un tel sort dans cette région martyrisée : une vingtaine de journalistes de toutes nationalités l'avaient précédé, et nous les avons soutenus.

Mais là, avec l'assentiment de sa famille, malgré les consignes de discrétion des Affaires étrangères et devant l'absence de réaction de Vladimir Poutine, élu le 26 mars 2000, nous décidons de frapper fort : exposition de photos de Brice, spots radio sur France Inter, campagne d'affichage, dont un panneau de 22 m et une affichette signée Enki Bilal. **Jean-Paul Kauffmann** et **Philippe Rochot**, journalistes enlevés à Beyrouth en 1985 et 1986 et libérés après de longs mois de calvaire, approuvent ces actions : « On ne va jamais assez loin pour parler de nous ».

Après neuf mois d'angoisse et de tractations, Brice Fleutiaux, désormais connu de tous, est libéré. Hélas, miné par la dépression, il se suicidera moins d'un an plus tard. Hélas encore, les années 2000 voient les enlèvements de professionnels de l'information se multiplier, dont une centaine dans le seul Irak entre 2003 et 2010 ! À peine a-t-on fêté le 21 décembre 2004 la libération des journalistes de presse et de radio **Christian Chesnot** et **Georges Malbrunot**, enlevés quatre mois plus tôt par l'Armée islamique en Irak, et pour lesquels RSF a organisé entre autres opérations une veille permanente sur le parvis de l'Hôtel de ville de Paris, que **Florence Aubenas**, envoyée spéciale de *Libération*, est enlevée à Bagdad avec son interprète.

Pendant les six mois qui suivent, RSF fait feu de tout bois : comité de soutien avec *Libération*, soirées de solidarité, réunions publiques partout en France, portraits géants sur les frontons des mairies, mobilisation de 200 médias européens en faveur des cinq otages (trois journalistes roumains ont été enlevés entre temps), spots radio et télé, distribution de badges... Tout est bon pour que les otages et leurs ravisseurs sachent qu'on ne les oublie pas.

Libérée avec son fixeur le 12 juin 2005, Florence mobilisera ensuite son talent et son sourire avec RSF pour que les journalistes de télévision **Hervé Ghesquière** et **Stéphane Taponier**, enlevés en Afghanistan en 2009, puis son confrère de *Libération* **Didier François** et le photographe **Édouard Élias**, ainsi que le journaliste **Nicolas Hénin** et le photographe **Pierre Torres**, enlevés en Syrie en 2013, retrouvent leur liberté. Et avec elle, leur dur métier d'informer.



- 1 - Brice Fleutiaux - 2 - Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier © AFP PHOTO / BERTRAND GUAY - 3 - Georges Malbrunot © AFP PHOTO JACK GUEZ - 4 - Nicolas Hénin © AFP PHOTO / TORRES FAMILY/BENOIT SCHAEFFER - 5 - Édouard Élias © AFP PHOTO / SYLVAIN THOMAS - 6 - Jean-Paul Kauffmann © AFP PHOTO JACK GUEZ - 7 - Florence Aubenas © AFP PHOTO GABRIEL BOUYS - 8 - Pierre Torres © AFP PHOTO / TORRES FAMILY / BENOIT SCHAEFFER - 9 - Didier François © AFP PHOTO / THOMAS SAMSON - 10 - Hussein Hanun - 11 - Christian Chesnot © AFP PHOTO STEPHANE DE SAKUTIN



# LES OPÉRATIONS DE TERRAIN

## ■ FORMER LES JOURNALISTES À LA SÉCURITÉ EN ZONES TRIBALES

### PAKISTAN

Dix journalistes assassinés ou victimes d'attentat en 2011 : le Pakistan est alors le pays le plus meurtrier au monde pour les professionnels des médias, pour la deuxième année consécutive. Dans les zones tribales, frontalières avec l'Afghanistan, 11 journalistes ont été tués depuis 2005, la plupart par les Taliban qui tentent d'imposer ainsi une couverture favorable de leurs activités...

Avec son organisation partenaire, la Tribal Union of Journalists (TUJ), basée à Peshawar, RSF décide d'organiser une formation à la sécurité pour les journalistes locaux. Six sessions se déroulent entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 4 décembre 2011. Au total, près de 90 journalistes se forment aux règles à suivre en matière de sécurité et aux protocoles en cas de danger. Les enseignements dispensés leur permettent d'apprendre les méthodes de prévention et d'évaluation des risques, par exemple de kidnapping, ou encore de maîtriser les techniques de premiers secours. Des guides pratiques, traduits en ourdou leur sont également distribués.

## ■ PROTÉGER PHYSIQUEMENT LES JOURNALISTES

### 2014 – UKRAINE

Ciblée par les forces de l'ordre en marge de la répression du mouvement de la place Maïdan à Kiev, la presse ukrainienne a payé un lourd tribut durant les premiers mois de 2014. Face à l'urgence, RSF lève des fonds et s'appuie sur son partenaire ukrainien, l'Institute of Mass Information (IMI), pour fournir 100 casques de



Équipé d'un casque et de lunettes de protection, le photographe de l'agence de presse UNIAN, Vladislav Musiyenko, a été primé pour sa couverture du mouvement Euromaidan.  
© VLAD MUSIYENKO

protection, des paires de lunettes et des masques. Le foyer de Kiev éteint, RSF a renouvelé son soutien à IMI en juillet 2014, lui permettant de constituer un stock de gilets et casques pare-balles prêtés à titre gracieux aux journalistes.

## ■ ACCOMPAGNER LES JOURNALISTES VICTIMES DE REPRÉSAILLES

### 2001 – AFGHANISTAN – FAHEEM DASHTY, PREMIER JOURNALISTE VICTIME DU 11 SEPTEMBRE

Le 9 septembre 2001, deux jours avant les attaques d'Al-Qaïda aux États Unis, Faheem Dashty est grièvement blessé lors de l'attentat suicide qui coûta la vie au commandant Massoud. Hospitalisé au Tadjikistan, le journaliste, grâce au concours de RSF, est transféré à Paris pour y être soigné. Avec le soutien de l'organisation, il aiguise ses qualités éditoriales et managériales lors de formations au sein de médias tels que *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur*. À son retour en Afghanistan en décembre 2001, il fonde le journal *Kabul Weekly*. Aujourd'hui, Faheem Dashty est secrétaire général de l'Union nationale des journalistes afghans.

### 2009 – IRAN – DES VISAS POUR LA LIBERTÉ

La répression qui s'abat sur la presse iranienne en 2009, au lendemain de la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, précipite le départ de dizaines de journalistes. Échouant aux portes de l'Iran, en Turquie ou au Kurdistan irakien, nombre d'entre eux demeurent exposés aux représailles du régime de Téhéran. Face à l'ampleur de cet exode, le plus important depuis 1979, RSF multiplie les bourses d'assistance et mène une campagne visant à obtenir des visas humanitaires des États européens. En moins de six mois, l'engagement de la France a permis à plus de trente journalistes iraniens de rejoindre Paris.

## DES HÉROS DERRIÈRE LES CHIFFRES

Chaque année, RSF tente d'opposer aux chiffres de son baromètre des exactions de la liberté de la presse ceux de son action d'assistance. S'appuyant sur l'expertise de son réseau de correspondants et de partenaires, elle aide les journalistes tombés sur le champ de bataille de la liberté de la presse à obtenir des soins, à assurer leur défense judiciaire, à se mettre en lieu sûr, via des bourses d'assistance financière. L'ampleur de la répression et la détermination des prédateurs de la presse amènent leur lot de défis au sein desquels la question de l'exil figure en bonne place. RSF s'efforce d'aider ces dizaines d'hommes et de femmes fuyant chaque année en quête de sécurité et de solutions, à qui l'exil n'offre qu'incertitude et attente. Retraçant leur parcours auprès des institutions vers lesquels ils se tournent en quête d'asile ou d'accueil, RSF tente de redonner une identité à ces héros devenus anonymes face aux affres du départ forcé.



## FAIRE RECULER LES CENSEURS DU WEB

- « Pour la liberté de la presse », tel a été le mot d'ordre de RSF pendant plus de vingt-cinq ans. En 2010, ce slogan, connu dans le monde entier, est devenu « Pour la liberté de l'information ». Un petit changement de vocabulaire qui traduit près de deux décennies de lutte pour le droit à l'information en ligne.

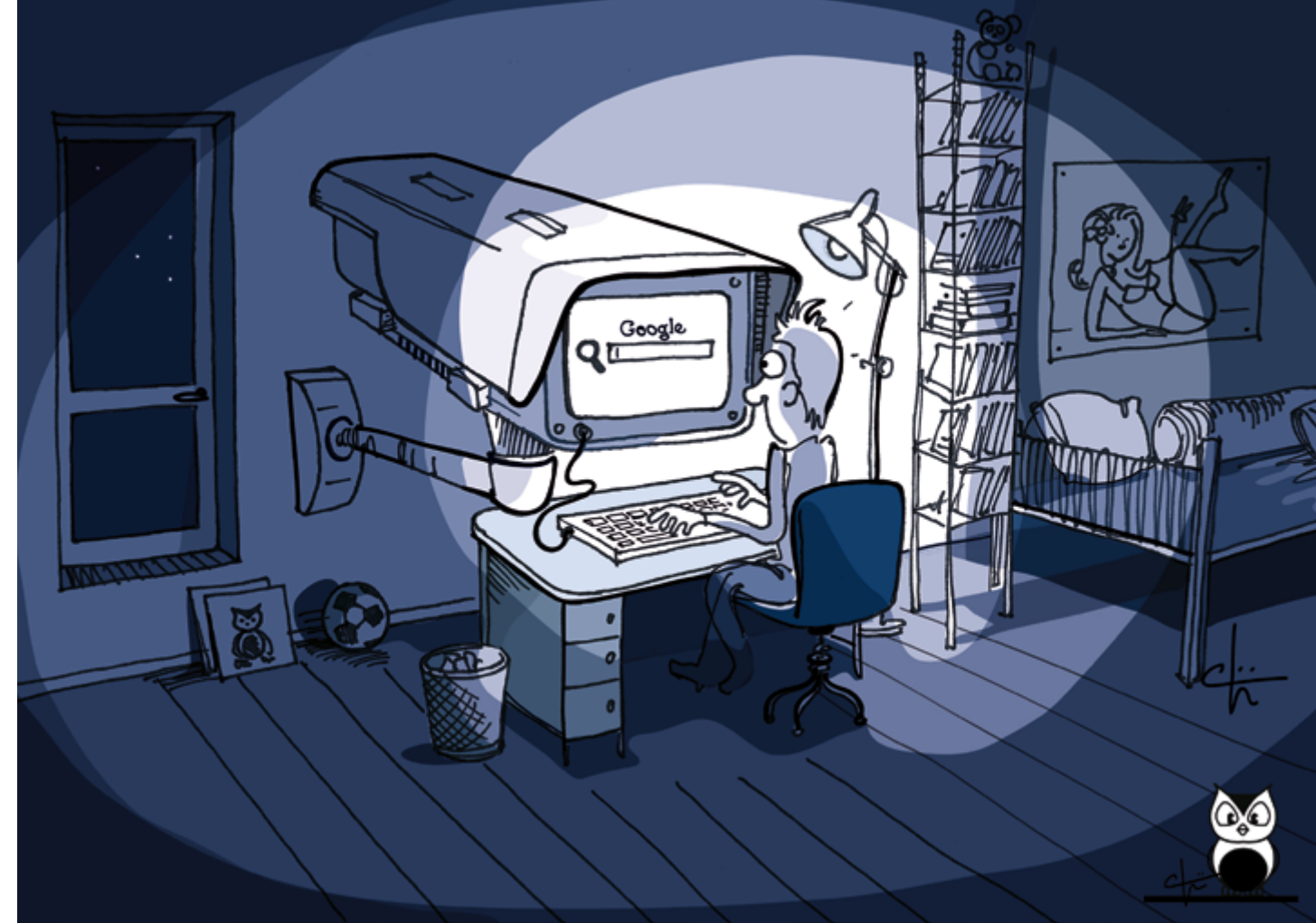
Au milieu des années 1990, le grand public accède à la Toile. Pour la première fois dans l'histoire des médias, chaque citoyen peut s'improviser créateur et diffuseur d'informations. Pour une organisation habituée à défendre les journalistes et la presse, l'arrivée d'Internet fait bouger les lignes.

RSF se saisit de cette nouvelle donne dès 1997 et publie une étude au titre prophétique : « La censure contre Internet ». Le bureau Nouveaux médias, consacré exclusivement aux problématiques du numérique, voit le jour en 2001 et en 2005, RSF publie sa première liste de 15 pays « Ennemis d'Internet ».

### ■ UNE TROUSSE À OUTILS POUR LES JOURNALISTES ET LES DISSIDENTS

*Le Guide du cyberdissident* est publié en 2005. Il explique comment chiffrer ses emails ou contourner le blocage de sites internet à l'aide de logiciels libres et gratuits comme Tor. Le guide est aujourd'hui disponible en ligne et régulièrement actualisé. L'ONG se lance en 2011 dans la formation à la sécurité numérique et distribue des outils de lutte contre la censure et la surveillance : coffres-forts numériques, serveurs VPN, nœuds TOR... La première session a lieu en Thaïlande et réunit des journalistes et blogueurs de toute l'Asie du Sud-Est.

Depuis 2011, plus de 500 journalistes dans le monde ont été formés à l'utilisation de ces outils par RSF.



© DESSIN DE BAPTISTE CHOUËT DANS STREETPRESS

### ■ LE NOUVEAU VISAGE DES CENSEURS

Depuis le premier rapport de 1997, les menaces ont évolué : les États ne sont plus les seuls à pouvoir exercer un contrôle sur le réseau. En 2013, RSF publie un rapport sur la surveillance du Net dans lequel elle dénonce le rôle d'entreprises privées (Amesys, Blue Coat, Hacking Team, Trovicor, Gamma International...) ayant vendu à des régimes autoritaires des technologies de surveillance permettant de traquer journalistes et défenseurs des droits de l'homme. La privatisation de la censure, et plus largement la responsabilisation des entreprises privées, font partie des nouveaux défis que doit relever l'organisation.



En 2008, RSF choisit le 12 mars pour instaurer la Journée mondiale de lutte contre la censure en ligne. Chaque année, l'ONG publie à cette occasion un rapport ou organise une action militante. En 2015, RSF a lancé l'opération Collateral Freedom, en débloquent neuf sites d'information censurés dans onze pays.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté de l'information partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte onze bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, New York, Stockholm, Tunis, Helsinki, Turin, Vienne, Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

[www.rsf.org](http://www.rsf.org)